

L'Europe des luttes contre l'Europe de l'OTAN

Pour la deuxième fois depuis 1979 se déroulent les élections au "Parlement" européen, sur fond d'une Europe occidentale profondément secouée par les effets conjugués de la remontée des luttes de classe à travers tout le continent (Cf. "L'Europe des luttes ouvrières", le *Bolchévik* n°46) et des préparatifs de guerre des impérialistes contre l'URSS et les Etats ouvriers déformés où la bourgeoisie a été expropriée, afin de transfuser du sang frais dans les veines sclérosées du capitalisme.

Mais, comme l'expliquait Trotsky avant la Deuxième Guerre mondiale, "la guerre a besoin de la 'paix civile'". Les bourgeoisies ne peuvent faire leur guerre à l'URSS sans avoir préalablement défait le prolétariat. Déjà, contre la décision de l'OTAN de faire de l'Europe le "théâtre" de sa guerre nucléaire "limitée", des centaines de milliers d'Européens se sont mobilisés, polarisant même certains pays comme l'Allemagne fédérale. Certes, les missiles (à 6 ou 8 minutes de Moscou) sont un fait accompli. Mais, aujourd'hui, c'est enfin la fantastique puissance sociale du prolétariat qui se lève, contre-attaquant à travers toute l'Europe aux plans d'austérité capitaliste. Et en France, si les travailleurs immigrés, surtout dans l'automobile, sont la cible privilégiée de Mitterrand comme des réactionnaires de tous poils, c'est précisément parce qu'ils sont à la fois le fer de lance des luttes ouvrières depuis trois ans et les moins perméables à la propagande chauvine pour l'indispensable "Union sacrée". Les métallos ouest-allemands comme les mineurs britanniques ou les ouvriers italiens ont engagé des batailles de classe parmi les plus importantes qu'aient connues ces pays. Et ce sont de telles batailles qui décideront du sort de l'Europe et de la planète.

BOYCOTT DES ELECTIONS "EUROPEENNES"!

Les révolutionnaires envisagent généralement de participer aux élections et aux parlements nationaux bourgeois afin d'en faire une tribune de propagande et d'agitation pour le programme révolutionnaire. Mais le "Parlement" de Strasbourg n'a de parlement que le nom. Structure sans pouvoir, sa fonction politique est, à l'instar d'autres structures de la CEE, de maintenir et exprimer l'intérêt commun à tous ces impérialismes concurrents: leur antagonisme de classe fondamental qui les oppose aux pays du bloc soviétique, qui restent des Etats ouvriers (en dépit de la bureaucratie qui usurpe le pouvoir politique à la classe ouvrière et qui doit être chassée par la révolution politique des prolétariats de ces pays).

Dans son dossier-bilan sur le "Parlement" de Strasbourg, le *Monde* (30 mai) conclut à "l'échec de l'Assemblée dans le domaine communautaire", mais par contre "la condamnation de l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan et l'appui apporté à la résistance du syndicat Solidarité au régime polonais ont été un souci constant chez les parlementaires européens". Ainsi, par exemple, le récent discours de Mitterrand de "relancer l'action de l'Union de l'Europe occidentale" n'a trouvé sa concrétisation que dans une seule initiative: une tapageuse campagne de la CEE en faveur du dissident pro-impérialiste Sakharov. (Les impérialistes aimeraient faire chanter l'URSS et la forcer à envoyer en Occident le père de la bombe H soviétique, et avec lui ses secrets militaires vitaux dont même le *New York Times* dit qu'ils sont "vraisemblablement toujours d'une valeur très importante pour les gouvernements étrangers". Nous défendons le droit d'expression des dissidents, aussi antisocialistes et réactionnaires soient-ils, tant qu'ils ne sont pas activement engagés dans une tentative de renverser les acquis de la Révolution de 1917. Dans le cas de Sakharov, il n'y a aucun doute qu'il ira raconter tout ce qu'il sait à l'Occident et, dans ce cas, nous insistons que l'URSS a le droit de prendre des mesures d'autoprotection.)

De telles campagnes antisoviétiques orchestrées autour d'un Sakharov ou des contre-révolutionnaires de Solidarnosc -- pimentées des plus gros mensonges possibles (comme les soi-disant "victoires" des mollahs afghans qui en fait, et heureusement, reculent devant l'Armée rouge. Voir *The Guardian*, 27 mai) -- visent avant tout à préparer l'opinion publique à la guerre contre "l'empire du Mal". Et les pleurnichements de Mitterrand, Thatcher ou Kohl sur les "droits de l'homme" s'accompagnent toujours -- comme par hasard -- d'un renforcement militaire du bloc impérialiste (hélicoptères, satellite-espion, etc.)

Les initiatives pour constituer les Etats de l'Europe capitaliste en bloc militaire tourné contre l'URSS sont

Suite page 3

Faire échec à l'austérité de Mitterrand



Citroën-Aulnay transformé en place forte ouvrière.

PREPARONS LA GREVE GENERALE!

Le gouvernement Mitterrand a fait des licenciements de masse le fer de lance de son offensive anti-ouvrière. Et ainsi, depuis la manifestation des sidérurgistes du 13 avril (première grande manifestation d'hostilité prolétarienne au front populaire au pouvoir) chaque grève sectorielle porte en germes une confrontation majeure entre la classe ouvrière et le gouvernement. La situation pose en effet à brûle-pourpoint la question d'une grève générale pour faire voler en éclats les "restructurations" anti-ouvrières de Mitterrand. Avec derrière elle un siècle et demi de luttes conscientes et politiques, la classe ouvrière française, affichant encore une fois sa splendide combativité, est en train de créer les conditions pour l'épreuve de force avec la bourgeoisie et le combat pour le gouvernement ouvrier. Mais, de la façon la plus classique, alors que les masses vont à gauche, les partis ouvriers traditionnels vont à droite. Depuis cinquante ans, les bureaucrates n'ont jamais appelé une seule fois à une vraie grève générale, bien que ce pays soit périodiquement ébranlé par des grèves de masse (1936, 1947, 1953, 1968, etc.) qui sont devenues de véritables grèves générales!

Aucune illusion n'est plus possible, Mitterrand a bien déjà "changé de cap"; il dirige maintenant les forces de répression de l'Etat bourgeois contre chaque manifestation de combativité ouvrière: à

travers tout le pays les flics chargent les manifestants anti-Le Pen; il y a deux semaines, des dizaines de cars de CRS stationnaient, menaçants, devant les grilles de Citroën occupé. Du PCF à la LCR de Krivine en passant par les "prêtres ouvriers" de LO d'Arlette, tous ces opportunistes sont maintenant bien obligés de s'attaquer au gouvernement. Mais des "attaques" d'un genre bien particulier, entièrement verbales, sans dents. Tous -- réformistes ou centristes -- sont des ennemis du mot d'ordre de grève générale. Il y a trois ans, ils ont accordé plus de confiance à Mitterrand pour appliquer un programme socialiste qu'ils n'en accordent aujourd'hui à la classe ouvrière pour le faire!

Comme le camarade Lénine le remarquait en mars 1917 à propos du mot d'ordre du Parti bolchévique "Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile", il "fut accueilli par l'hostilité et les sarcasmes des social-patriotes [...]. Quant aux représentants du centre, ils gardèrent le silence ou se livrèrent à de plates plaisanteries sur cette ligne droite tracée dans le vide de l'espace éthéré" ("Lettre d'adieu aux ouvriers suisses", *Oeuvres*, tome 23). Sauf que, comme on le sait, cette "chimère saugrenue" est devenue un fait en 1917 à Pétersbourg!

Après les postiers, les cheminots sont entrés dans une véritable guerre

de guérilla incontrôlée par les bureaucrates syndicaux. Les opérations "coup de poing" des sidérurgistes démontrent aussi la combativité existant à la base. La direction réformiste du PCF et de la CGT est tiraillée entre la nécessité de garder le contrôle de sa base ouvrière et son désir d'éviter toute responsabilité dans une rupture avec Mitterrand. D'où ses louvoisements et critiques impuissantes, ses efforts pour étouffer les luttes, le passage de grève ouvert à Talbot-Poissy, le vote de confiance au gouvernement. Mais, ces bureaucrates doivent aussi convaincre Mitterrand qu'ils représentent ses interlocuteurs indispensables pour la classe ouvrière. D'où la manifestation de force à Citroën, rapidement étendue d'Aulnay aux trois autres usines Citroën. Mais bien que chapeautée par les bonzes de la CGT, l'occupation massive et efficace d'Aulnay témoigne de la combativité et de la puissance sociale des travailleurs de l'automobile. Les ouvriers ont le droit de se demander: pourquoi avoir repris le travail sur la base des promesses mensongères d'un Bérézovoy de réduire les licenciements? Pourquoi de telles actions ne sont-elles pas possibles partout en France? Les contradictions de la bureaucratie offrent vraiment des occasions importantes pour les travailleurs de se saisir de telles initiatives pour

Suite page 2.

Préparons...

Suite de la page 1

déborder les cadres fixés par les bureaucrates et les transformer en une véritable lutte contre le gouvernement d'austérité et de guerre froide.

Si les travailleurs se tournent vers l'"extrême gauche", ils ne trouveront pas une opposition prolétarienne au gouvernement de front populaire. Ils trouveront la LCR en train de concocter sans arrêt des "plans d'urgence" toujours adressés à ce gouvernement.

Dernier exemple: sa campagne pour les 35 heures. Son travail dit "de masse", comme d'habitude, ne se fait pas sur la base d'un programme de classe indépendant, mais en cherchant à "gauchir" les thèmes déjà choisis par les directions réformistes, en l'occurrence le SPD allemand, la CFDT et Mauroy en personne.

Pourtant, Mauroy a été clair: la réduction du temps de travail n'est qu'une occasion pour "réorganiser la production" au service du patronat. La direction stalinienne de la SNCF a montré la voie: la réduction de travail à 35 heures n'est qu'un moyen de détériorer les conditions de vie, d'accroître la quantité de travail en réduisant l'effectif! C'est un schéma classique pour le capitalisme en crise: les horaires suivent la baisse de la production. S'il n'y a pas de compensation salariale, cela revient à une baisse de salaire. De toute façon, la rationalisation de la production -- l'accélération des cadences -- empêche toute création d'emplois.

Trotsky était clair aussi à ce propos: la réduction du temps de travail ne peut être pleinement réalisée que dans une économie planifiée. "En réalité, c'est la description de l'organisation du travail dans la société socialiste." Il sera plus facile de renverser le capitalisme que de gagner une telle revendication sous ce système décadent. D'ailleurs, il ne s'agit pas d'un simple partage des emplois en pleine diminution, mais de la reconstruction socialiste de la société.

La LCR répand l'illusion criminelle qu'une loi parlementaire pourrait octroyer un tel acquis pour la classe ouvrière. Les revendications des cheminots pour des 35 heures véritablement créatrices d'emplois impliquent une mobilisation massive de la classe ouvrière contre l'austérité, contre le gouvernement -- la grève générale. Oui, les 35 heures, mais comme la grève des cheminots l'a démontré, arracher ces 35 heures-là pose la question de la lutte pour le contrôle ouvrier -- un régime de double pouvoir sur les chemins de fer et dans les usines basé sur les comités de grève ou d'usine. C'est pourquoi les cheminots ont été condamnés comme "irresponsables" par toutes les bureaucraties confédérales!

LES GROGNARDS DE LUTTE OUVRIERE

C'est LO, avec ses critiques stridentes des "trahisons" de la gauche, qui risque de capitaliser le mécontentement ouvrier. Apparemment, LO est en train de se convaincre qu'elle n'a jamais voté Mitterrand

en 81! Elle rappelle ses "avertissements" d'il y a trois ans, mais "oublie" l'essentiel: son appel à voter Mitterrand, "sans illusion mais sans réserves" et la promesse faite par Arlette que sa candidature "n'a pas pour but de faire obstacle à l'élection de Mitterrand". La mémoire courte...

A vrai dire, l'économisme ouvriériste et le fatalisme sont les deux mamelles de la politique de LO. Ainsi, son dirigeant J. Morand peut écrire: "Les révolutionnaires peuvent jouer un rôle en acceptant les buts limités que peuvent se donner les travailleurs et sans chercher à plaquer sur les luttes de ceux-ci des objectifs qui ne peuvent être ceux de la classe ouvrière dans cette période de recul" (*Critique communiste*, mai). Comme toujours LO assimile la conscience actuelle des masses avec le programme traître de sa direction réformiste. A quoi bon critiquer le morcellement des luttes par les bureaucraties si les luttes n'ont que des "buts limités"? "Cela peut sembler une perspective bien pauvre face à celle grandiose de la définition d'un programme de gouvernement ouvrier" ajoute Morand. (Ce qui semble dirigé contre nous et non contre la LCR.) Alors, pourquoi parler de "démissionner la gauche et la droite"?

C'est quand même un peu gros d'étiqueter, comme le fait LO, les luttes de millions de travailleurs à travers l'Europe comme des "luttes défensives"! Mais, même des luttes purement défensives exigent un programme révolutionnaire! La tâche des révolutionnaires, c'est passer de la défensive à l'offensive -- comme

Trotsky essayait de le faire, par exemple, au travers du front unique contre le fascisme.

Périodiquement -- en 1977, comme aujourd'hui -- LO boude le front populaire, fait la "grève du vote". Mais dans les présidentielles, LO a toujours voté Mitterrand et le fera toujours. La rogne et la grogne amènent toujours à une stratégie de pression (différente de celle de la LCR peut-être, mais quand même stratégie de pression) sur les réformistes et le front populaire parce que LO ne se bat pas pour le programme révolutionnaire et la perspective "grandiose" du gouvernement ouvrier.

La grève générale, évidemment, pose la question du pouvoir. De temps en temps, LO joue avec ce mot d'ordre. Mais, comme Trotsky le soulignait déjà, "dans la bouche des sociaux-démocrates de gauche, la grève générale est avant tout un mythe consolant". LO se bat-elle pour la constitution de piquets de grève de masse et de milices ouvrières contre les inévitables tentatives répressives des fascistes et des flics? Pour LO, les comités de grève sont un moyen (utopique) de contourner l'état des bureaucraties réformistes et non un moyen pour scissionner la base des syndicats de leur direction social-patriote. LO avance-t-elle la perspective d'unifier les comités de grève comme base pour le double pouvoir? Est-ce qu'elle soulève les revendications comme "Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés" ou "Flics hors des quartiers immigrés" pendant les luttes industrielles? Non, bien sûr.

Il n'y a pas de revendication, pas de tactique, pas de stratégie qui peuvent garantir la victoire d'une grève générale aujourd'hui. La direction actuelle de la classe ouvrière la sabotera si elle atteint un potentiel insurrectionnel, et probablement elle la trahira avant qu'elle n'atteigne un tel seuil. Mais ce serait du fatalisme obstiné d'argumenter que les ouvriers devraient subir sans lutter toutes les attaques de Mitterrand parce que leurs dirigeants pourraient trahir une grève générale qui pourrait gagner. Comme le notait déjà Trotsky en 1935, les travailleurs ne se lanceront plus dans des luttes économiques qui exigent des sacrifices supérieurs aux résultats obtenus. Par contre, ils sont prêts à se battre si l'on offre des perspectives politiques pour gagner: "Les masses ouvrières veulent combattre. Mais la direction serre les freins, égare et démoralise les ouvriers. Une grève générale peut éclater tout comme ont éclaté les mouvements de Brest et de Toulon. Dans ces conditions, indépendamment de ses résultats immédiats, une grève générale ne serait naturellement pas un 'putsch', mais une étape nécessaire dans la lutte des masses, le moyen nécessaire pour s'affranchir d'une direction traître, et pour créer à l'intérieur de la classe ouvrière elle-même les conditions préalables à une insurrection victorieuse" ("L'ILP et la Quatrième Internationale", Oeuvres, tome 6). Forger le parti d'avant-garde trotskyste, précondition essentielle à la victoire de la révolution prolétarienne, voilà le but pour lequel combat la Ligue trotskyste. ■

«Européennes» :

Faut-il voter LO?

Beaucoup d'ouvriers conscients se posent la question de voter pour la liste de Lutte ouvrière aux "européennes". C'est une question légitime.

En effet, c'est vrai que ce scrutin apparaît en grande partie comme un référendum sur la politique du gouvernement; et la campagne d'Arlette Laguiller pourrait bien attirer des voix ouvrières qui veulent exprimer leur hostilité à Mitterrand. Comme le dit si bien Arlette, elle se présente comme "le porte-parole de votre ressentiment, de vos désillusions et de votre colère". Pourtant, les campagnes LO de 1978 et de 1981 ont elles aussi contribué à la propagation des illusions, puisque LO avait fait voter pour l'Union de la gauche. Il faut dire qu'à l'époque sa campagne était dirigée vers les "petites gens", noyant ainsi la classe ouvrière dans la soupe populaire, mettant sur le même pied les ouvriers d'industrie, les petits boutiquiers et autres petits patrons. Les bons vieux principes, tels que la lutte acharnée pour l'indépendance de classe du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie, sont rangés au magasin des accessoires, certainement parce que les "masses" ne sont pas "prêtes" à les comprendre.

On serait d'autre part bien en peine de trouver dans le flot de discours et déclarations de Laguiller la moindre perspective, le moindre mot d'ordre d'action -- pas même une revendication dont les ouvriers pourraient s'emparer et en faire leur axe de bataille. Comme à son habitude, LO laisse sans réponse la question que tout ouvrier conscient se pose: "A l'évidence le gouvernement Mitterrand ce n'est pas la solution, alors quoi? Que faire?" Pas de réponse. Nous assistons à une campagne de "bon sens" sur les profits des patrons, la colère qui monte, etc. Et les murs se couvrent de jeux de mots plus ou moins bêtifiants.

Il est une autre question que l'on est en droit de se poser: qu'est-ce que ces élections? Qui élit-on? Pourquoi? Pour la direction de LO, il n'y a pas de problème; en effet, elle agit suivant le raisonnement suivant: ce n'est pas par les urnes que nous pourrions prendre le pouvoir (ce qui est vrai), donc le caractère d'une élection n'est pas important en soi, donc on peut faire n'importe quoi! C'est avec ce genre de justification -- une justification, pas la raison -- que LO a appelé à voter Mitterrand en 81, y compris pour les radicaux de gauche bourgeois dans les élections précédentes, etc. La raison en est bien sûr claire: ne pas aller à l'encontre des illusions que peuvent avoir les ouvriers dans leurs directions. Ce qui revient à ne pas s'opposer à ces mêmes directions traîtres qui, elles, imposent dans les rangs ouvriers leur programme désastreux de collaboration de classe. Et donc être à la remorque des bureaucraties.

Si l'on en croit Laguiller, la CEE ne serait qu'un consortium de marchands. Elle "oublie" de préciser que ce consortium est le pendant économique nécessaire d'une alliance militaire, destiné à réglementer, autant que faire se peut, la concurrence interimpérialiste pour préserver le front des capitaux nationaux contre l'Union soviétique et les Etats ouvriers déformés. Mais cet "oubli" n'est pas neutre: pour LO, le principe trotskyste de défense militaire de l'URSS contre les menées guerrières de l'impérialisme n'existe pas. Pire, en Afghanistan LO appelle implicitement à la défaite des Soviétiques. En effet, dans la réponse à un courrier de lecteur, on apprend que l'URSS se "conduit" là-bas "comme n'importe quelle puissance impérialiste, comme l'avait fait la France en Algérie, la France puis les USA au Vietnam" (LO n°835, 2 juin). Pour tout marxiste, la suite logique d'une telle analyse c'est l'appel à la victoire

des rebelles réactionnaires afghans contre l'Armée rouge. LO se joint, de façon hypocrite, à la campagne des anticommunistes de tous bords, des "médecins sans frontières" à la solde du "monde libre". Nous entendons déjà les dénégations indignées: "Nous n'avons jamais appelé à la victoire de qui que ce soit en Afghanistan!" D'abord, camarades, la direction de LO n'a jamais appelé à rien; en dehors de formules négatives et de litanies du genre "les ouvriers ne peuvent compter que sur leurs propres forces", elle n'a jamais prôné quoi que ce soit de positif en termes d'action dans les grands conflits, militaires ou non, qui déchirent la planète. "Mais nous dénonçons l'oppression par les impérialistes, les capitalistes, les patrons, les bureaucraties, les contremaîtres et les méchants!", entendrons-nous encore. Mais, camarades, les ouvriers de par le monde savent qu'ils sont exploités, les peuples savent qu'ils sont opprimés, les Noirs d'Amérique savent qu'ils sont ségrégués! Avez-vous jamais avancé une solution, une solution de classe? La politique comme la nature a horreur du vide: si vous ne dites pas une chose, vous en dites une autre. Ne dresser que le constat, plus ou moins intelligemment, d'une situation donnée sans offrir la moindre perspective, même de façon propagandiste et exemplaire, n'a qu'une seule conséquence: laisser les prolétaires dans les griffes de leurs directions traîtres, ouvrières ou petites-bourgeoises, et finalement dans celles de la bourgeoisie.

La LTF aurait pu appeler à voter pour la liste d'Arlette Laguiller comme une expression, même très déformée, de l'indépendance de classe, si ce n'était le caractère de ces élections. LO participe sans broncher dans des élections à un organisme qui n'est que le prolongement politique d'une alliance militaire contre ce que la bureaucratie stalinienne n'a pas détruit: les acquis de la première révolution prolétarienne victorieuse. Décidément, les ouvriers conscients ne peuvent pas voter LO, même pour exprimer leur hostilité de classe au gouvernement bourgeois de Mitterrand, parce qu'ils n'ont rien à faire dans des élections au conseil politique de l'OTAN en Europe. ■

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reformer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Josiane Alder (réalisation), William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Jean Thimbault.

DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.
Pour toute correspondance:
● Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10 (Téléphone: 208.01.49)
● Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex (Téléphone: 35-71.20.86)

Inprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.

Commission paritaire: n°59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Arrêtons la racaille fasciste !

Plus de cinquante personnes ont manifesté dans le cortège de la LTF lors de la manifestation anti-Le Pen à Rouen le 17 mai. Ce fut la LCR, à travers ses divers comités paravents, qui suggéra comme sigle pour la manifestation le mot d'ordre "Le Pen fasciste, Le Pen raciste". (Et d'ailleurs, l'autocollant de la LCR "Le Pen fasciste, Le Pen raciste" était arboré fièrement par les provocateurs fascistes qui se baladent dans cette ville.) Mais le cortège de la LTF était là pour mobiliser les militants qui voulaient vraiment faire rentrer les fascistes dans leur trou et qui savaient que pour ça il faudra la mobilisation de la puissance de la classe ouvrière. Le PCF, lui, s'est scandaleusement limité à aller en délégation la veille de l'arrivée de Le Pen demander l'interdiction du meeting fasciste à Lecanuet, maire UDF et réactionnaire de Rouen.

Dans les banlieues ouvrières, et à l'usine de Renault-Cléon en particulier, la Ligue trotskyste a cherché à construire son cortège et diffusé plusieurs milliers de tracts. Une prise de parole eut lieu devant l'usine de Cléon où, il y a deux ans, cinquante ouvriers signèrent une pétition pour soutenir la manifestation contre les fascistes dont nous avons été à l'initiative. La LTF a mobilisé aussi beaucoup d'étudiants, en grande partie des Maghrébins et Africains dont elle avait attiré l'attention avec ses actions contre la terreur raciste et autour de la grève de Talbot. L'avant-veille de la manifestation, nous avions projeté le film "Nuit et Brouillard", qui expose sans fard les crimes horribles des nazis dans leurs camps de concentration, comme illustration criante du vrai programme de Le Pen. Trente-cinq personnes y participèrent, non seulement des étudiants mais aussi des travailleurs de la région.

Lutte ouvrière se remarqua par son absence et son abstention encore plus complètes que celles du PCF. Au dernier moment, LO demanda à quelques-uns de ses militants de participer au service d'ordre de la manif -- on voudrait bien savoir si le reste de leurs militants et sympathisants reçurent la consigne particulière de rester à la maison? Mais peut-être Lutte ouvrière, qui ne cherche pas à recruter sa "périphérie" au programme trotskyste (dont elle se réclame de temps en temps), ne voulait-elle pas mobiliser sa base par crainte de constater combien elle s'évanouit vite?

Nous reproduisons ci-après des extraits de notre tract d'appel pour la manifestation.

Le Pen vient à Rouen le 17 mai. Les nervis anti-ouvriers et ceux qui attaquent les immigrés vont sévir de plus belle dans la région! Ce même jour, dans la manifestation de la gauche rouennaise, la Ligue trotskyste aura un cortège qui offre une perspective de lutte révolutionnaire contre la vermine fasciste: "Il faut des mobilisations ouvrières pour écraser les fascistes!", "Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!", "Grève générale contre l'austérité de Mitterrand!" Sur cette base, notre cortège vise à regrouper tous ceux qui savent que s'agenouiller lamentablement devant l'Etat bourgeois (comme le PCF devant Lecanuet) ne sert à rien, et tous ceux qui savent que la lutte contre le fascisme n'est pas une "bataille d'idées" (comme le prétend la LCR), mais une bataille contre la terreur raciste.

La dernière manifestation antifasciste qui ait eu lieu à Rouen était la manifestation du 11 décembre 1981, à l'initiative de la Ligue trotskyste, à laquelle participèrent 400 personnes et qui était soutenue, entre autres, par cinq sections syndicales ou syndicats et une dizaine d'organisations politiques de gauche, immigrés ou démocratiques. A l'épo-

que, la campagne de guerre antisoviétique de Mitterrand avait conféré une certaine respectabilité à l'anticommunisme enragé des fascistes. Les militants de gauche qui vendaient leur presse à la gare étaient systématiquement harcelés et chassés. Durant tout l'automne 1981, c'est jusqu'à 80 crapules fascistes-royalistes de la jeunesse dorée de Rouen qui se mobilisèrent pour empêcher les militants de gauche de vendre leur presse.

La Ligue trotskyste a été à l'initiative d'un véritable front unique et s'est battue pour que la manifestation soit organisée sur le mot d'ordre qui pourrait précisément faire venir des centaines de militants de gauche et d'ouvriers, quelle que soit leur appartenance politique: "Arrêtons les fascistes!" Et nous avons arrêté les fascistes! Nous avons tenu un rassemblement dans la cour de la gare à l'endroit même que les fascistes avaient essayé de nous prendre aux cris de "Mort aux communistes!"

Pourtant, aujourd'hui, une telle mobilisation serait largement insuffisante. Car, grâce au front populaire et à ses attaques réactionnaires antisoviétiques et anti-immigrés, et à sa démobilité de la classe ouvrière, la menace fasciste ne se compte plus par dizaines. Le Pen

attire dans le pays des milliers de gens.

Cette fois-ci, ce dont nous avons besoin, c'est d'une mobilisation des gros bataillons de la classe ouvrière de la région pour donner aux fascistes la leçon qu'ils méritent largement et tout simplement empêcher Le Pen de tenir son meeting de haine raciale. Mais ceux qui pourraient mobiliser les dockers, les ouvriers de l'automobile, de la chimie, etc. -- les bureaucrates réformistes et à un degré moindre, mais tout aussi traître, l'"extrême gauche" -- rejettent catégoriquement le mot d'ordre de front unique qui pourrait faire descendre des milliers d'ouvriers dans la rue: "Balayez les fascistes des rues!" [...]

Mais ce n'est pas cette perspective qui guide les organisateurs des manifestations autour de la venue de Le Pen. Le PCF et le MRAP appellent à un rassemblement pour appuyer une délégation qui va demander à Lecanuet d'interdire ce meeting. Ce n'est en fait qu'une manoeuvre électorale cherchant à masquer leur refus de mobiliser la classe ouvrière de la région. Appeler la veille du meeting Le Pen ne fait que le confirmer: le PC ne veut pas que les milliers d'ouvriers de Renault, des docks, etc. aient la possibilité de faire rentrer cette canaille dans son trou. Propager l'illusion que l'Etat bourgeois peut lutter contre les fascistes ne fait que désarmer la classe ouvrière. L'interdiction légale des bandes fascistes, soutenues en sous-main par la bourgeoisie qui a recours à elles pour l'exécution de ses basses besognes, ne les empêche nullement de poser des bombes ou de prêter main forte aux jaunes pour casser les grèves et inciter au progrome comme cela s'est produit à Talbot! Par contre, lorsque la bourgeoisie a recours aux lois contre les "extrémistes", c'est le plus souvent contre les organisations de gauche comme pour la Ligue communiste en 1973.

Les organisateurs de la manifestation "unitaire" du 17 mai veulent qu'elle ne soit en fait qu'une simple protestation contre les idées de Le Pen. Aucune consigne, aucun mot d'ordre en dehors du très pacifique "Non au racisme, non au fascisme", les organisations n'étant pas d'accord entre elles. Pourtant la LCR, dont les militants sont à l'initiative de cette manifestation, parle dans un tract du 25 avril d'"interdisons le meeting fasciste". Qui doit l'interdire? L'Etat bourgeois? En effet, en avril 1976, à l'occasion d'un meeting fasciste à Rouen, la

LCR avait demandé l'interdiction à Lecanuet. A Caen, pour le meeting Le Pen du 27 avril dernier, c'est au préfet qu'elle l'a demandée (celui qui a fait intervenir les CRS contre les travailleurs du centre de tri en grève). Mais le représentant de ce gouvernement, qui offre sa télévision à Le Pen, a envoyé ses flics pour protéger le meeting fasciste, et la LCR par une action minoritaire a tenté d'ériger alors ses propres "barricades". Les confrontations minoritaires avec les flics, qui ne peuvent que mener à l'échec, ne font que renforcer les fascistes en leur fournissant une victoire à bon marché. Pression sur l'Etat bourgeois et aventurisme ne sont que les revers de la même médaille: le refus de mobiliser la classe ouvrière.

Il est à remarquer que Lutte ouvrière est singulièrement absente. En effet, ces camarades pensent qu'organiser une riposte aux agissements des fascistes revient à faire de la publicité à ces "groupuscules". Cette ligne, similaire à celle des réformistes, ne reflète que leur refus d'offrir à la classe ouvrière une perspective et un programme révolutionnaire permettant d'en finir non seulement avec les fascistes, mais avec le capitalisme. Et si LO appelle un jour la classe ouvrière à la mobilisation contre les fascistes, c'est que ces derniers seront malheureusement bien développés et qu'il sera trop tard. C'est dans l'oeuf qu'il faut écraser la peste brune!

GREVE GENERALE CONTRE L'AUSTERITE DE MITTERRAND!

Il est urgent que le mouvement ouvrier s'organise non seulement pour protester contre les atrocités racistes, mais pour reprendre à son compte les revendications des travailleurs immigrés qui se sont souvent montrés à la pointe du combat contre l'austérité. Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés! Elle doit aussi former des brigades d'auto-défense ouvriers/immigrés contre les attaques fascistes et les racistes [...]. Mais, [les directions réformistes] en paralysant la classe ouvrière, c'est la voie à la réaction qu'elles pavent. Face à ces attaques, c'est une grève générale contre l'austérité de Mitterrand qui s'impose. Une telle grève posera inévitablement la question du pouvoir et la nécessité d'en finir avec le chaos économique du capitalisme en instaurant un véritable gouvernement ouvrier.

Ligue trotskyste
Rouen, le 9 mai 1984

L'Europe des luttes...

Suite de la page 1

nées avec la première guerre froide. Déjà en 1946, Churchill, dans un discours retentissant à Zurich, lançait l'idée d'"une sorte d'Etats-Unis d'Europe" fondés principalement sur une "entente" entre les impérialismes français et allemand. Et finalement, comme nous l'analysions déjà en 1979 (le Bolchévik, n°12, mai-juin 1979), "la CEE fut créée au milieu des années 50 dans le cadre de la réorganisation de l'Europe de l'Ouest orchestrée par les Etats-Unis contre le bloc soviétique. Les politiciens de Washington craignaient que l'opposition française à la domination allemande de l'Europe ne conduise à un renouveau de l'alliance traditionnelle de Paris avec Moscou, comme en 1935 avec le pacte Staline-Laval. Le Marché commun a été et reste un compromis essentiellement entre les classes dirigeantes française et allemande dans le contexte de leur alliance politique et militaire contre l'URSS [...]. La CEE est plutôt le moyen par lequel l'impérialisme ouest-allemand aide à financer l'unité du 'monde libre' [...]. Nous nous

opposons implacablement à la CEE avant tout parce qu'elle fournit le ciment économique qui maintient en place l'alliance occidentale contre l'Union soviétique."

Le plan Marshall et la création de la CEE étaient étroitement liés à l'intervention de la CIA dans le mouvement ouvrier européen pour l'affaiblir et le scissionner. Des pans entiers de la social-démocratie se sont ainsi mis au service de l'impérialisme US et de sa croisade antisoviétique. Mais les organes "européens" de la guerre froide sont aussi les organes de la contre-révolution en Europe occidentale. Le comité de "défense passive" de l'OTAN préparait la guerre civile en Grèce ou en Italie. L'aide économique offerte par les pays de la CEE au Portugal en 1975 faisait partie de l'intervention contre-révolutionnaire dans ce pays.

L'ENNEMI PRINCIPAL EST DANS NOTRE PROPRE PAYS!

Notre opposition au Marché commun est aux antipodes du traditionnel chauvinisme anti-"boches" des eurostaliniens du PCF qui s'opposent au Marché commun "allemand" au nom de la défense de l'"indépendance nationale" et des "intérêts français". Certains des récents transfuges du PCF rassemblés dans le Comité

de la reconstruction du parti communiste (couramment appelés "anti-opportunistes") s'opposent aussi au Marché commun et à l'OTAN, mais ce, en bloc avec ... des résidus du gaullisme "de gauche", l'Union démocratique et populaire! A peine sortis du PCF, en opposition -- disent-ils -- à son réformisme et son rejet de l'internationalisme, et à peine plus qu'une poignée (ce qui, en plus, rend toute l'affaire ridicule) qu'ils s'empressent de singer ce que faisait le PCF dans les années 50 "contre le réarmement allemand": des coalitions de front populaire avec des bourgeois sur la base de l'anti-"bochisme". Ce n'est pas l'URSS qu'on défend ainsi, mais au bout du compte l'assujettissement du prolétariat à sa propre bourgeoisie et donc la "paix civile" qui est la composante intérieure nécessaire à la politique étrangère de la "coexistence pacifique".

Les impérialistes multiplient partout dans le monde des provocations de guerre à l'encontre de l'URSS: en quelques mois, utilisation d'un avion de ligne, le KAL 007, pour tester les défenses aériennes soviétiques, un sous-marin soviétique éperonné dans la mer du Japon, minage des ports nicaraguayens, soutien ouvert et massif aux contras antisandinistes, etc. Dernièrement, menaces d'enlèvements et de violences

à l'égard des athlètes soviétiques et de leurs services de sécurité aux Jeux olympiques de Los Angeles. (Heureusement, là, les Soviétiques ont dit: "Ca suffit! Niet!" Un clair avertissement à Reagan qu'il ne fallait pas trop "jouer" avec les Russes!) Dans le passé, des guerres ont éclaté pour moins que ça!

ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE!

Mais la classe ouvrière n'est pas brisée. Juste pour exemple, le puissant prolétariat allemand n'est pas comme dans les années 30 détruit par la dictature nazie. Il est au contraire engagé aujourd'hui dans un combat de géants contre sa bourgeoisie. Les ouvriers en lutte à travers l'Europe doivent inscrire sur leurs drapeaux la défense militaire inconditionnelle de l'URSS contre les impérialistes et les tentatives internes de restauration capitaliste. Les batailles prolétariennes actuelles évoquent la possibilité des Etats-Unis socialistes d'Europe; mais pour cela, les dirigeants sociaux-chauvins du prolétariat et leurs valets d'"extrême gauche" devront être démasqués et balayés dans la lutte pour reforge la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution.

Dans cette campagne irréaliste des "européennes", Jospin et Marchais comptent fébrilement leurs voix face à une droite goguenarde. Mais la véritable vedette est le sinistre Le Pen. Que nul ne s'y trompe, le visage "respectable" que veut se donner Le Pen n'est destiné qu'aux commentaires de la presse "respectable". Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'oeil sur les diatribes racistes, anticommunistes, antisémites et anti-ouvrières que cet apprenti Führer vomit à chacun de ses meetings devant un public qui n'est assurément pas venu entendre la version à l'usage des "caves" des médias.

La tournée de Le Pen à travers la France a été accompagnée d'une série de manifestations de protestation, malheureusement trop impuissantes, qui plusieurs fois se sont terminées par des attaques des flics de Mitterrand protégeant les fascistes. Il faut en tirer les leçons: on pourrait bien avoir un nouveau Clichy 1937, où le front populaire fit tirer sur des ouvriers manifestant contre un meeting fasciste. D'un autre côté, les manifestations impuissantes ne peuvent qu'encourager l'arrogance des réactionnaires.

Ce qui est à l'ordre du jour, ce sont de puissantes manifestations ouvrières déterminées à interdire et empêcher les shows racistes et anticommunistes de Le Pen. Des milliers d'ouvriers industriels organisés autour d'une ossature de détachements d'autodéfense matériellement efficaces pourraient balayer les noyaux durs fascistes avant qu'ils ne soient trop forts. Et les éléments hypnotisés par les envolées démagogiques se disperseront devant le spectacle de leurs meneurs vaincus.

Aujourd'hui, chaque grève ouvrière pose la question de sa défense contre les briseurs de grève — les nervis patronaux de la CSL, les flics, les fascistes ou même la petite-bourgeoisie enragée, comme à Bordeaux-Blaye où les agriculteurs menaçaient d'attaquer les dockers en grève. (Le Pen menace d'"abattre la dictature CGT et CFDT. Plus de piquets de grève maghrébins dans nos usines".) Les comités de grève ou les comités d'occupation sont les bases potentielles des détachements ouvriers d'autodéfense.

Les ouvriers de Citroën-Nanterre savaient ce qu'ils faisaient le 15 mai dernier quand ils ont chassé de l'usine la CSL. Ils en ont envoyé un ou deux à l'hôpital et ils ont occupé l'usine. Par contre, à Saint-Ouen, les briseurs de grève ont pu intimider les grévistes trop peu nombreux, et la grève ne s'est pas consolidée. Pourtant la direction de la CGT qui avait transformé Citroën-Aulnay en place forte ouvrière aurait pu facilement régler ce problème en envoyant quelques centaines de grévistes bien organisés. En effet, les bureaucrates réformistes et leurs alliés plaident la non-violence ou pire, comme à Talbot-Poissy, appellent les flics et tournent le dos à l'organisation des milliers d'ouvriers pour disperser la racaille fasciste.

Les petits malins défaitistes de la soi-disant "extrême gauche" nous rétorqueront que la classe ouvrière n'est pas "prête", que c'est une politique aventuriste, etc. Mais la résistance héroïque des ouvriers de Talbot, la détermination rageuse des sidérurgistes de Lorraine, la discipline de ceux d'Aulnay (où les commentateurs de tous bords n'ont voulu voir que le contrôle "totalitaire" des stalinien) sont autant d'indices de la "maturité" des forces vives du prolétariat.

Le niveau de "maturité" de la classe ouvrière a toujours été l'argument favori des réformistes de tous poils comme alibi pour leurs trahisons. Aujourd'hui, les centristes droitiers de la LCR reprennent ces fadaïses pour masquer leur capitulation devant

Le Pen, sinistre vedette des «européennes»

Balayons les fascistes des rues!



Rouen, 17 mai - Le cortège de la LTF à la manifestation anti-Le Pen. "Il faut des mobilisations ouvrières pour écraser les fascistes! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés".

les bureaucraties syndicales dans lesquelles ils se sont incrustés. Une propagande active autour des mots d'ordre pour la rupture avec Mitterrand et ses valets, pour les piquets de grève, les milices ouvrières — propagande ponctuée par des fronts uniques combattifs sur le mot d'ordre d'action "Arrêtons, chassons les fascistes" — serait mille fois plus efficace que les gémissements libéraux sur la "banalisation" du racisme et du fascisme.

qu'il n'est pas trop tard. Il n'y a pas en France de puissant parti fasciste. En vérité, il n'y aura pas en France d'organisation aussi importante que le parti de Hitler même avant qu'il ne prenne le pouvoir: cela va à l'encontre des traditions et coutumes de ce pays. Une organisation beaucoup plus petite en France est capable d'entraîner les masses petites-bourgeoises désespérées et découragées dans un coup d'Etat réactionnaire" ("SOS. Sur la question

pas été investis par le parlement? Mais l'"alternance" ne se fera qu'avec l'écrasement de la classe ouvrière. Et là, les fascistes sont prêts.

La politique anti-ouvrière de Mitterrand est une véritable aubaine pour les réactionnaires qui rêvent de lui faire subir le triste sort d'Allende. Campagne antisoviétique, rafles anti-immigrés, etc., la liste est longue d'actions qui légitiment les déclarations haineuses de Le Pen.

Affolé, Mitterrand, pour sceller son accord avec la hiérarchie catholique, muselle sa propre majorité parlementaire en faisant appel aux dispositions bonapartistes de la Constitution gaulliste! Ecrasement des luttes ouvrières, aliénation de sa propre base, défense des "institutions", c'est le fait des fronts populaires signant par-là même leur propre arrêt de mort. Gageons quand même que Mitterrand ne mourra pas à l'instar d'Allende sur le perron de l'Elysée, une kalachnikov à la main!

La clé, c'est la question de la direction de la classe ouvrière, et tout militant qui a les yeux ouverts le sait bien. La solution passe nécessairement par la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire, basée sur les fondements de granit d'un programme d'hostilité aux fronts populaires, pour la perspective d'un gouvernement ouvrier. Une nouvelle direction qui se forgera dans la lutte, même exemplaire au début, contre les directions traîtres du prolétariat.

Entre l'impuissance réformiste et les affrontements substitutionnistes, comme ceux du 21 juin 1973 (où la Ligue communiste avait lancé ses troupes dans une bataille rangée avec les flics qui protégeaient un meeting d'Ordre nouveau), il existe la voie léniniste: mobiliser la puissance ouvrière.

Ce qui est à l'ordre du jour, ce sont de puissantes manifestations ouvrières déterminées à interdire et empêcher les shows racistes et anticommunistes de Le Pen.

Le 27 mai, dans son discours de clôture du "Rassemblement contre l'austérité", Alain Krivine fit des déclarations enflammées sur le thème "Ne plus tolérer les meetings de Le Pen", déclarations, au demeurant fort applaudies, qui laissaient ouvertement entendre que la LCR allait faire quelque chose pour empêcher la prochaine provocation fasciste à Paris le 14 juin. Etait-ce destiné à regonfler des militants bien abattus dans une fête bien triste? Toujours est-il que, quelques jours plus tard, Christian Picquet a remis les pendules à l'heure dans Rouge n°1115 (1-7 juin), en précisant qu'il n'était pas question d'empêcher physiquement un tel meeting. Et de proposer une nouvelle procession pour protester contre la "banalisation".

La situation actuelle peut bien être caractérisée comme l'a fait Trotsky pour les années trente: "N'est-ce pas trop tard? Non, tout montre

de la situation en France", 8 décembre 1938 [traduit par nos soins].

Le projet de Le Pen est limpide: se faire reconnaître par la grande bourgeoisie comme l'auxiliaire musclé, la pointe avancée dans la reconquête du pouvoir direct par les représentants traditionnels du capital. Le régime de fin de règne de Mitterrand voit chaque jour de plus en plus de forces réactionnaires se liguier pour précipiter sa fin. Ces mobilisations pourraient bien constituer le moyen de pression "de la rue" dans un renversement ignominieux du front populaire pour mettre en selle un nouveau bonaparte, un nouvel homme fort.

Pour l'instant, les Chirac, Barre et autres Giscard ne veulent pas utiliser les services des fascistes. Ils attendent 86. Mais les prises de pouvoir par des "hommes forts" ont toujours été "constitutionnelles": Pétain, de Gaulle et Hitler n'ont-ils